

EDUCATION ET LIBERALISME

Au service de quoi?

**A quoi sert l'école?
A fabriquer des salariés
compétents mais
dociles, ou des citoyens
intelligents mais
incontrôlables?
La politique de
l'éducation n'est en tout
cas jamais exempte de
considérations politiques.**

"Ainsi qu'un corps, qui aurait des yeux en toutes ses parties, serait monstrueux, de même un Etat le serait-il si tous ses sujets étaient savants. (...) Si les lettres étaient profanées à toutes sortes d'esprits, on verrait plus de gens capables de former des doutes que de les résoudre, et beaucoup seraient plus propres à s'opposer à des vérités qu'à les défendre ... On y verrait aussi peu d'obéissance, que de l'orgueil et la présomption y seraient ordinaires." Cet extrait tiré du "testament politique" du cardinal de Richelieu témoigne du caractère politique attribué à la politique d'instruction.

Certes, le dix-septième siècle est loin derrière nous. Mais la politique de l'enseignement de ce début de siècle est-elle définitivement déliée de toute considération politique, idéologique ou économique? Sous couvert d'objectivité, d'approche scientifique ou de pragmatisme technique, des enquêtes telles que la fameuse Pisa (Programme for international student assessment), ne contribuent-elles pas à orienter les politiques d'éducation des pays membres de l'OCDE? Après tout, même le premier ministre Jean-Claude Juncker s'est plus d'une fois montré sceptique face aux recommandations néolibérales de cette organisation qui regroupe les pays les plus riches de la planète.

And the loser is

Avouons-le: la publication des résultats de l'enquête Pisa était pain bénit pour la presse. Entre triomphalisme chez les pays en tête de peloton et cris d'effroi chez les derniers de la classe, comme le Luxembourg ou l'Allemagne, la presse avait une nouvelle occasion de faire des gros titres. Et les commentateurs d'appeler les responsables politiques à l'action. Par contre, rares étaient celles et ceux qui se sont questionnés au sujet de la



Mais que dirait Célestin Freinet de l'emprunt de ses méthodes au service d'un système qu'il n'appréciait guère?

pertinence, et, surtout, de la finalité d'une telle enquête.

Quelle logique poursuit en effet une enquête internationale au sujet de l'éducation, qui établit un "ranking" parmi les pays participants? Déjà, en 2002, le coordinateur national pour la Suisse de l'Unesco, Pierre Varcher, avait dressé un portrait assez accablant de l'enquête. Dans son texte "Evaluation des systèmes scolaires par des batteries d'indicateur du type Pisa: vers une mainmise néolibérale sur l'école?", il met en question le principe même de cette hiérarchisation comparative: "Pourquoi d'ailleurs cherche-t-on à mesurer ces compétences. Et quelles compétences? (...) C'est comme si Pisa avait l'ambition de savoir si les jeunes Suisses de 15 ans nagent mieux ou moins bien que ceux des autres pays du monde. (...) Et surtout, tous les pays seraient-ils d'accord avec la

vouloir la soumettre à une évaluation".

Telle n'est de toute façon pas la préoccupation de l'OCDE. Si ses études peuvent fournir des informations sur l'état des compétences en lecture ou en sciences des élèves, elles visent surtout à définir quels systèmes d'éducation sont les plus aptes à intégrer les futurs salariés dans un marché du travail libéralisé. Cette vision n'a rien en commun avec des pédagogies alternatives, notamment celles qui s'inspirent des méthodes développées par Célestin Freinet, qui cherchait, par l'éducation, à oeuvrer en faveur d'une société clairement non-capitaliste.

Avant-garde scolaire

Le Groupe luxembourgeois d'éducation nouvelle (Glen) se situe dans cette tradition. Ce n'est pas un hasard si, dans sa charte, il cite le premier article de la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen, et qu'il y exprime la volonté de "transformer la société par l'éducation". Jeannot Medinger y apporte sa touche de nuance, préférant faire "évoluer" la société, tout en confiant qu'il s'agit surtout de "penser le monde". Le vice-président du Syndikat Erziehung a Wissenschaft (SEW) affilié à l'OGBL, Guy Foetz, reste plus prudent quant aux aspirations transformatrices de l'école: "L'école ne peut pas transformer la société. Elle peut remédier à certaines inégalités, voire exercer une certaine influence".

Mais actuellement, nous assistons à un phénomène paradoxal qui n'est pas souvent mis en lumière: la pédagogie alternative, voire révolutionnaire, peut-elle servir des objectifs contraires? En d'autres termes, il est assez troublant de constater qu'aussi bien l'OCDE que la Commission européenne récupèrent certaines méthodes, dont celles de Freinet, dans l'optique de satisfaire les besoins de l'économie de marché. Que prônent en effet la méthode Freinet et les pédagogies réformatrices en général? Plutôt que de transmettre du savoir encyclopédique, de faire ingurgiter des dates et des événements, ces pédagogies préfèrent donner conscience aux enfants de la nécessité du savoir. Apprendre, oui, mais savoir aussi pourquoi. En effet, c'est le grief principal contre le système scolaire traditionnel luxembourgeois et que l'étude Pisa avait également relevé: l'incapacité pour bon nombre d'élèves d'appliquer les connaissances accumulées.

L'on comprend ainsi le trouble ressenti par certains enseignant-e-s réformateur-trice-s, confronté-e-s à l'introduction d'un enseignement reposant sur l'acquisition de socles de compétences. Les propos du syndicaliste Guy Foetz résument bien le dilemme: "Je ne suis pas opposé au principe d'un enseignement sur base des socles de compétences, mais il faut savoir que c'est une revendication qui vient de l'économie!" Nous ne sommes plus à l'époque de Ri-

cheliu, quand la classe dirigeante devait éviter de s'entourer d'un peuple trop instruit. La donne a de nos jours quelque peu changé. L'économie de marché européenne a en effet une grosse demande de main d'oeuvre et, par conséquent, besoin de salarié-e-s compétent-e-s.

Ainsi, les idéologues libéraux, souvent en avance d'une bataille, ont pris ce qui leur convient le mieux dans ces pédagogies à vocation initialement progressistes: les "compétences", sans pour autant trop lester de savoirs considérés comme inutiles, comme la littérature ou les sciences sociales. L'économie de marché demande de l'efficacité de la part de ses salariés. Dans un texte intitulé "Le socle et la statue", Philippe Perrenoud, de la faculté de psychologie et des sciences de l'éducation de l'université de Genève, relève l'ambivalence des politiques de l'éducation à l'ordre du jour des agendas de la plupart des Etats européens: "Prendre au sérieux l'idée d'un socle de connaissances et de compétences de base, c'est affronter cette tension entre deux fonctions historiques de l'école. Dans l'idéal, elles ne sont pas antagonistes. Dans le monde réel, faute de temps, elles entrent en conflit. On ne peut espérer sortir de la logique dominante sans une décentration majeure, condition d'une saisie des enjeux de civilisation". C'est en effet la question sur laquelle butent les réformes pédagogiques: passer d'un système essentiellement basé sur la transmission de savoirs, vers un système qui ambitionne de parer les élèves de compétences, c'est-à-dire la mise en oeuvre concrète d'aptitudes sociales et professionnelles. Cela ne résout pas la contradiction suivante: ces réformes sont engagées dans un contexte qui poursuit des fins fortement utilitaristes et mercantiles. On peut donc légitimement s'interroger sur l'efficacité de ces réformes aussi bien dans une logique patronale (puisque les entreprises ont besoin de cadres à l'esprit critique), que dans une optique humaniste, que l'on sacrifie sur l'autel du marché libre.

David Wagner



Des élèves studieux et sages: l'école idéale.

(Photo: Heng Breier)

réponse à donner à la question: 'Que veut dire nager?' Cela veut-il dire: Ne pas couler quand on tombe à l'eau? Parcourir une longueur de piscine sans s'arrêter? Deux longueurs? Savoir rejoindre la rive en cas de naufrage dans l'eau vive?"

Que peut-on en effet tirer des résultats de la première enquête de l'an 2000 qui plaçait aussi bien la Finlande que la Corée du sud ou le Japon dans le tiercé gagnant? Les systèmes scolaires de ces pays n'ont en effet rien en commun: si la Finlande mise sur une éducation axée sur l'épanouissement individuel de l'élève, chez les concurrents asiatiques, les châtiments corporels sont monnaie courante.

En tout cas, l'OCDE poursuit des buts clairs, stipulés entre autres dans le premier article de sa convention, qui définit ainsi son objectif fondamental: "réaliser la plus forte expansion de l'économie et de l'emploi et une progression du niveau de vie dans les pays membres". En d'autres termes: faire en sorte que les principales puissances économiques le restent.

Faut-il pour autant diaboliser ce genre d'enquête? Jeannot Medinger, directeur du projet-pilote "Neie Lycée", se montre assez réservé par rapport à Pisa: "Il est vrai qu'elle aborde des compétences diverses qui sont importantes et pratiques. Mais faut-il vraiment les standardiser à ce point? Cela en vaut-il la peine?". Hormis le principe du classement qu'il trouve "rejetable", il constate de plus que la "dimension sociale" des systèmes éducatifs n'est pas prise en compte par cette étude, ce que, d'un autre côté, il salue. "Ce serait grave de